



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
GENERALE  
A/4082/Add.2  
9 février 1959  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

Quatorzième session

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES :  
RESUME ET ANALYSE DES RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUEES EN  
VERTU DE L'ALINEA e DE L'ARTICLE 73 DE LA CHARTE.  
RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL

Territoires d'Afrique orientale

KENYA<sup>1/</sup>

---

<sup>1/</sup> En application de la résolution 1332 (XIII) de l'Assemblée générale, le présent résumé est également communiqué au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

NOTE : Les signes employés dans le présent document sont les suivants :

Points de suspension (...)	pas de renseignements
Tiret (-)	négligeable ou néant
Barre oblique (1948/1949)	campagne agricole ou exercice financier
Trait d'union (1948-1949)	moyenne annuelle

/...

## RENSEIGNEMENTS GENERAUX

Le Kenya s'étend de part et d'autre de l'Equateur sur la côte orientale de l'Afrique. Il a une superficie totale de 224.960 milles carrés (582.646 kilomètres carrés), dont 5.230 milles carrés (13.546 kilomètres carrés) sont occupés par des eaux de surface. La capitale est Nairobi.

	<u>Population</u>		
	<u>Recensement</u> <u>de 1948</u>	<u>1953</u> (Estimations au milieu de l'année) (milliers)	<u>1957</u> (milliers)
Africains	5.251.120	5.644	5.990
Indiens et Goans	97.687	131	162
Européens	29.660	43	63
Arabes	24.174	29	34
Divers	<u>3.325</u>	<u>4</u>	<u>5</u>
Total	5.405.966	5.851	6.254

En 1957, Nairobi avait une population estimée à 221.700 habitants, contre 119.000 en 1948.

L'enregistrement des naissances et des décès n'est pas encore appliqué d'une façon générale dans tout le Territoire et l'on ne dispose pas de données sûres.

## CONDITIONS ECONOMIQUES

Au cours de la période considérée, l'économie du Kenya s'est très sensiblement développée. Les recettes du Territoire sont passées de 53 millions de livres<sup>2/</sup> en 1947 à 159,4 millions en 1956 et étaient estimées à 169,9 millions en 1957. Le produit net estimé de l'agriculture est passé de 25,1 millions de livres en 1947 à 63,8 millions en 1957. La valeur des produits africains commercialisés est passée de 2,5 à 6,8 millions de livres, et celle des produits agricoles non africains, de 7,2 millions de livres en 1947 à 25,5 millions de livres en 1957 (26,7 millions de livres en 1955).

<sup>2/</sup> L'unité monétaire du Kenya est le shilling de l'Est africain, qui comprend 100 cents; 20 shillings valent une livre sterling ou 2,80 dollars des Etats-Unis.

L'économie du Kenya continue de reposer essentiellement sur l'agriculture, mais les industries manufacturières se sont aussi développées. La part des industries manufacturières dans les recettes du Territoire est passée de 8,5 pour 100 en 1947 à 13,7 pour 100 en 1957. La valeur totale du produit net des industries manufacturières est passée au cours de la même période de 4,5 à 23,2 millions de livres. Liée à l'expansion générale des industries de la construction, la production de ciment est passée de 17.748 tonnes en 1948 à 202.630 tonnes en 1957. La consommation d'électricité s'est accrue d'environ 500 pour 100 pendant la même période. L'effectif de la main-d'oeuvre employée dans le secteur secondaire est passé de 12.000 en 1947 à plus de 57.000 en 1956.

Le commerce d'exportation du Kenya repose sur la production agricole. Le prix de certains produits d'exportation du Territoire a baissé (c'est notamment le cas du sisal), mais la valeur totale des exportations de produits locaux, qui était de 9,6 millions de livres en 1947, a atteint 26,4 millions de livres en 1957 (29 millions en 1956). La valeur des produits importés au Kenya et non réexportés, dont une bonne partie se compose de biens d'équipement et de production, est passée de 19,1 millions de livres en 1947 à 67,1 millions en 1957 (69,2 millions en 1955).

La politique économique visait principalement à développer les ressources naturelles, notamment les ressources en terres, en bétail et en eau. Le premier plan de développement du Kenya portait sur la période de dix ans 1946 à 1955 et son coût avait été estimé à 19,2 millions de livres. Cependant, le total des dépenses envisagées au titre de ce plan s'est accru rapidement et à la fin de 1953 s'élevait à 29,1 millions de livres, dont 7 millions consacrés à l'agriculture, 2,5 millions aux travaux hydrauliques, 5 millions aux transports, 5,5 millions à l'enseignement et un million aux services sanitaires. Un plan révisé portant sur la période du 1er janvier 1954 au 30 juin 1957 a été établi en 1953. Le montant estimatif des dépenses entraînées par ce plan de trois ans et demi était de 21,8 millions de livres; en outre, pendant la même période, 3,25 millions de livres ont été dégagés au titre du Plan Swynnerton pour le développement de l'agriculture africaine, 5 millions de livres pour le projet d'adduction d'eau de Mombasa, et 2 millions de livres pour l'Office central du logement. Le plan de trois ans et demi a été suivi par un plan triennal, 1957 à 1960, pour lequel on envisage une dépense de 23,3 millions de livres; sur cette somme, 15,1 millions de livres seront consacrés aux services économiques et 4,3 millions de livres aux services sociaux.

Le développement a été financé au moyen de prélèvements sur les recettes du Territoire, de dons des Colonial Development and Welfare Funds du Royaume-Uni et de prêts. De 1946 à 1956, plus de 28 millions de livres ont été empruntés sur le marché de Londres et l'on se propose de recourir à l'emprunt pour une grande partie du programme de 1957 à 1960.

#### TERRES, AGRICULTURE ET ELEVAGE

Sur une superficie terrestre d'environ 220.000 milles carrés, plus de 52.000 milles carrés sont réservés aux Africains, les terres que les non-Africains possèdent ou qu'ils peuvent occuper représentant 13.400 milles carrés. En outre, il y a environ 5.500 milles carrés de forêts et 8.500 milles carrés de parcs nationaux. Plus de 114.000 milles carrés sont occupés par les régions désertes ou semi-désertes de la Province septentrionale.

Toutes les terres du Kenya, à l'exception de quelques propriétés, appartiennent à l'une des deux catégories suivantes : a) terres indigènes; b) les terres de la Couronne. Les terres indigènes sont réservées aux Africains à titre permanent. Les terres de la Couronne comprennent les Hauts Plateaux, les régions cédées à bail aux indigènes, les réserves indigènes et les zones de peuplement indigène. Dans les municipalités ou les communes, les terres de la Couronne ne peuvent être aliénées pour plus de 99 ans quelle que soit la race des intéressés. Dans les Hauts Plateaux, en dehors des municipalités, des communes ou des réserves indigènes, les terres de la Couronne ne peuvent être aliénées sans l'autorisation du Highland Board qu'aux Européens, et, dans le cas des terres cultivables, elles sont cédées à bail pour une période de 999 ans.

En 1952, une Commission royale a été chargée d'étudier les problèmes fonciers et démographiques en Afrique orientale. Dans son rapport, publié en 1955, la Commission a recommandé, notamment, l'individualisation de la propriété foncière, l'abandon de la politique traditionnelle de "réserve foncière" et de protection des intérêts locaux africains ou non africains, l'expansion de la production agricole, l'amélioration des méthodes agricoles et la création d'un office de mise en valeur des terres, où seraient représentés tous les éléments de la population agricole.

/...

### Agriculture

Les principales ressources agricoles sont les céréales et diverses denrées alimentaires, les produits de rapport tels que le café, le thé, le sisal, l'acacia et le pyrèthre, ainsi que la viande, les produits laitiers et les produits porcins.

Les principaux problèmes auxquels le Département de l'agriculture a dû faire face après la deuxième guerre mondiale ont été ceux du morcellement des terres, de l'érosion du sol, du manque de ressources en eau et du surpâturage provoqués par des troupeaux excessivement nombreux. Au cours de la période considérée, des mesures ont été prises pour résoudre ces problèmes. En 1945, on a créé l'African Land Development Organization (ALDEV), qui a reçu 3 millions de livres pour remettre en valeur les régions occupées par des Africains et pour procéder à l'installation d'Africains. Un certain nombre des nouveaux plans d'installation ont été entrepris et, en juin 1955, 4.700 familles avaient été établies sur des terres jusque là inoccupées. Des plans de pâturage ont été mis en application dans des régions représentant plus de 9.500 milles carrés et où l'on compte 475.000 têtes de bétail. Environ 2.000 barrages ont été construits pour constituer des réservoirs d'eau et plusieurs centaines de forages ont été exécutés dans les zones occupées par les Africains. Des projets d'irrigation, notamment les plans de Perkerra et de Mwea qui, en 1955, intéressaient au total 1.500 acres de culture ont également été financés par l'ALDEV.

En 1953, un plan quinquennal connu sous le nom de Swynnerton Plan et destiné à accélérer le développement agricole africain a été élaboré. Ce plan a été financé principalement par un don de 5 millions de livres accordé par le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et visait à appliquer plus rapidement et à étendre la politique suivie depuis 1946. Il avait notamment pour objet de développer les cultures marchandes pratiquées par les Africains et de résoudre le problème du morcellement des terres. En matière de culture marchande, il s'agissait d'augmenter les surfaces cultivées et la production, de façon à faire du cultivateur africain le principal producteur de café, de thé, de pyrèthre et d'ananas et à augmenter la production de riz, de sucre et de sisal.

/...

Le Gouvernement du Kenya a accepté la plupart des recommandations de la Commission royale et des dispositions du Plan Swynnerton, qui sont en voie d'application. Les terres morcelées sont en cours de remembrement, en particulier dans la Province centrale du Kenya, avec l'entière coopération de la population kikuyu. Cette opération est suivie d'une planification des exploitations destinée à assurer aux agriculteurs des moyens de subsistance et des revenus en espèces. La culture du thé, du café et du pyrèthre se développe parmi les Africains. Le nombre des planteurs de café africains dans la Province centrale est passé de 5.000 en 1952 à 32.000 en 1957; les Africains cultivent chaque année 5.000 acres de plus en café. La culture du thé qui, quelques années plus tôt, était exclusivement entre les mains des planteurs européens, était pratiquée par des Africains sur une superficie de 400 acres en 1957. Le riz, culture entièrement nouvelle dans le pays kikuyu, est actuellement cultivé dans les plaines de Mwea, au sud du mont Kenya et joue un rôle capital dans la réinstallation de milliers de familles kikuyu qui ne possédaient aucune terre.

Principales cultures dans les régions occupées par les Européens

	<u>Superficie</u> (milliers d'acres)			<u>Production</u> (milliers de tonnes)		
	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Blé a/	193,5	289,3	315,6	62,2	118,7	125,1
Maïs a/	110,9	164,8	166,3	64,2	98,5	137,0
Orge a/	9,7	31,3	42,5	4,1	14,7	19,3
Café a/	64,3	60,7	60,0	14,1	12,2	18,4
Thé	16,5	21,8	25,0	6,0	5,8	9,8
Coton a/	...	87,0	73,9	0,9	3,0	1,3
Pyrèthre	47,4	23,8	26,0	4,0	2,0	3,4
Sisal	217,3	249,5	188,4	28,3	37,7	41,1

a/ Les chiffres sont ceux des campagnes 1947/48, 1953/54 et 1956/57.

Elevage

Les trois quarts du Kenya sont composés de terrains secs qui ne conviennent qu'au bétail, aux moutons, aux chèvres et aux chameaux. Le développement de l'élevage présente donc une grande importance. Les principaux problèmes qui se posent en matière d'élevage sont : l'importance excessive des troupeaux et le surpâturage, la qualité médiocre du bétail, l'insuffisance des ressources en eau, les maladies des animaux et la mouche tsé-tsé.

La constitution de troupeaux trop nombreux s'explique par les attitudes traditionnelles en ce qui concerne la possession de bétail. Ces attitudes se sont beaucoup modifiées au cours de la période considérée. Les Africains se sont habitués à vendre régulièrement leur bétail et tous les propriétaires de troupeaux, à quelque tribu qu'ils appartiennent, vendent actuellement leur bétail pourvu que les prix leur paraissent tentants. On estime qu'ils possèdent 6,5 millions de têtes de bétail et plus de 12 millions de moutons et de chèvres. Pour faciliter la création d'un marché intérieur et d'un marché d'exportation pour l'écoulement de ce bétail, la Commission des viandes du Kenya a été créée en 1950. Depuis 1953 elle gère un abattoir industriel, une conserverie sur l'Athi, près de Nairobi et une plus petite usine de traitement de la viande à Mombasa.

Le coût annuel des services d'élevage est passé de 114.000 livres en 1947 à 433.000 livres en 1956/1957. Cinq nouveaux centres vétérinaires ont été créés; avec les cinq centres déjà existants, ils offrent aux Africains venant de toutes les régions du Kenya la possibilité de se familiariser avec les soins à donner au bétail. Chacun de ces centres possède un troupeau de bétail indigène amélioré, dont des spécimens sont cédés aux agriculteurs africains.

Entre autres progrès, il faut citer la construction de voies de parcours bordées de clôtures pour le bétail, l'organisation de ventes régulières et la réglementation du pâturage; deux abattoirs locaux ont été installés dans des districts excentriques et l'on a créé une école spéciale en matière de cuirs et peaux, qui accueille chaque année environ 150 élèves.

L'accroissement du personnel vétérinaire dans les zones habitées par les Africains permet de mieux lutter contre les maladies du bétail. Depuis l'application des mesures d'immunisation obligatoire contre la peste bovine, la maladie a complètement disparu dans toutes les régions, sauf dans la Province septentrionale; la pleuropneumonie bovine a été confinée dans deux districts en 1955 et l'on a réussi à faire disparaître les maladies dues aux tiques en soumettant à des immersions et à des pulvérisations un nombre de plus en plus grand de troupeaux appartenant aux Africains.

L'éradication de la mouche tsé-tsé a rendu utilisables de vastes terres à pâturage dans la Province côtière et la Province centrale; un plan important d'extermination de la mouche tsé-tsé est en voie d'exécution dans la Masailand.



Elevage (exploitations européennes)  
(milliers de têtes)

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Bovins	549	672	872
Ovins	232	314	445
Porcins	35	42	54
Chevaux	5,7	5,4	5,6
Volailles	236	201	197

Production de produits laitiers

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Beurre industriel (millions de livres)	6,3	7,7	10,5
Fromage industriel (millions de livres)	0,4	0,5	1,0
Ghee (millions de livres) a/	1,1	1,3	1,9
Lait (millions de gallons) b/	6,0	9,5	15,5

a/ Ventes des exploitations africaines principalement.

b/ Ventes des exploitations européennes.

Exportations de produits de l'élevage

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Beurre (tonnes)	1.224	624	1.896
Cuir (tonnes)	2.040	3.720	3.348
Peaux (milliers de livres sterling)	330	619	520
Laine (tonnes)	408	648	744

FORETS

Les forêts couvrent environ 5.500 milles carrés. Le Département des forêts gère à la fois les forêts de la Couronne et un certain nombre de forêts africaines au nom des conseils de districts africains. Un programme de reboisement entrepris au titre du Plan de développement de 1946 doit surtout permettre de planter 210.000 acres de bois tendres exotiques, au rythme de 6.000 acres par an; à la fin de 1957, les plantations de bois tendres couvraient 93.772 acres. Un programme de développement forestier complémentaire a été lancé en 1955, essentiellement en vue de fournir un emploi aux Africains déplacés à la suite des mesures d'urgence.

Le commerce du bois d'oeuvre a connu une récession au cours des dernières années et plusieurs scieries ont été fermées temporairement.

Produits forestiers

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Bois tendres (milliers de pieds cubes)	3.195	5.172	4.754
Bois durs (milliers de pieds cubes)	820	980	1.038
Poteaux de manglier (milliers d'unités)	708	732	534
Autres poteaux (milliers de pieds linéaires)	3.420	4.368	6.000
Bambous (milliers de pieds linéaires)	12.830	11.832	13.016
Osier (faisceaux)	55.875	31.649	32.834
Ecorce de manglier (tonnes)	787	116	224
Bardeaux (nombre)	133.400	84.062	19.420
Bois de chauffage (milliers de pieds cubes empilés)	...	9.260	9.349

La valeur totale des produits forestiers exportés s'est élevée à 327.013 livres en 1957, contre 227.077 livres en 1953.

PECHE

Un grand nombre d'Africains vivent de la pêche le long de la côte et sur le lac Victoria. Depuis 1949, le Gouvernement du Kenya et les organisations inter-territoriales d'Afrique orientale ont entrepris de développer la pêche. Des subventions des Colonial Development and Welfare Funds s'élevant au total à 22.717 livres ont été accordées en 1950 et 1951 pour la création d'une ferme piscicole et pour le développement de la pêche en mer. Les prises effectuées sur le littoral sont passées de 2.300 tonnes en 1949 à 4.700 tonnes en 1957. Les prises en eau douce sont passées de 3.000 tonnes en 1951 à 8.700 tonnes en 1957.

INDUSTRIES EXTRACTIVES ET HUILES MINERALES

Les principaux produits minéraux sont les cendres sodiques et l'or, qui sont exportés, de même qu'une certaine quantité de cyanite et de diatomite. Les autres minéraux, qui comprennent l'argent, les concentrés de cuivre, le graphite, le gypse, le kaolin, les produits calcaires et le sel, sont utilisés principalement pour la consommation locale. Tous les droits miniers appartiennent à la Couronne,

/...

sauf en ce qui concerne les minéraux communs visés par la Mining Ordinance.

L'exploitation minière est principalement aux mains de particuliers ou de sociétés du Territoire. Le Gouverneur peut ordonner le paiement de redevances sur les minerais. Pour les redevances sur l'or, un moratoire restera en vigueur jusqu'en 1962.

Un Département minier et géologique distinct a été créé en 1949. Au cours de la même année, les Colonial Development and Welfare Funds ont accordé une subvention de 100.000 livres pour financer une enquête géologique de cinq ans. Un office de prêts pour le développement des mines d'or, qui accorde des prêts sans intérêt pour le développement des mines d'or, a été créé en 1952. On peut encore mentionner l'ouverture en 1956 d'une nouvelle mine de cuivre, d'or et d'argent, où la Colonial Development Corporation détient une part importante des actions, et la prospection de gisements de niobium dans la région des collines de Mrima, au sud de Mcmbasa.

Production minière  
(milliers de tonnes)

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Or raffiné (milliers d'onces)	21,6	9,6	7,4
Cendres sodiques	99,6	74,4	118,4
Cyanite	14,4	6,0	-
Diatomite	1,2	4,8	4,2
Chaux	10,8	14,4	15,7
Sel	15,6	19,2	22,6

/...

## ENERGIE

De 1946 à 1956, la consommation d'électricité a augmenté d'environ 500 pour 100, principalement en raison de l'extension industrielle. La puissance totale installée des entreprises publiques est passée de 26,5 mégawatts en 1950 à 66,1 mégawatts en 1955.

L'ensemble hydro-électrique de Wanji, à une centaine de kilomètres au nord de Nairobi, a été terminé en 1954 et les travaux relatifs au projet hydro-électrique du bas Tana ont commencé en 1953. Les installations de Wanji fournissent 5 mégawatts et celles du bas Tana 8 mégawatts; leur gestion est assurée par la Kenya Power Company, qui est une filiale du groupe de sociétés constituant l'East African Power and Lighting Company. Parmi les autres faits à signaler, il convient de citer l'achèvement de nouvelles centrales en 1956 à Kipevu, près de Mombasa, et à Sanaga Falls, dans la Province centrale. La construction d'une ligne longue d'environ 400 kilomètres qui amènera le courant de l'ensemble hydro-électrique d'Owen Falls (Ouganda) au Kenya, où il sera utilisé, a été entreprise en 1956.

Il existe à Nyeri une petite centrale hydro-électrique et une centrale thermique gérées par le Gouvernement du Kenya; l'East African Power and Lighting Company possède des centrales thermiques à Mombasa et dans cinq autres villes. Mombasa, où la consommation d'énergie industrielle a presque triplé depuis 1951, importe également de l'énergie de la centrale de Pangani Falls, au Tanganyika.

Production et vente d'électricité  
(millions de kilowatt-heures)

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Production	48,00	150,24	263,16
Importations du Tanganyika	-	13,08	23,40
Ventes	37,32	120,84	242,64

## INDUSTRIE

En Afrique orientale, c'est le Kenya, où une grande variété d'industries légères se sont installées, surtout depuis la deuxième guerre mondiale, qui vient en tête pour le développement industriel. Un Ministère du commerce et de

l'industrie a été créé en 1954. En 1955, l'Industrial Management Corporation a été créée pour faciliter le développement économique et industriel du Territoire. L'année suivante, un Comité pour le développement des entreprises industrielles africaines a été créé pour encourager et aider le développement industriel et commercial sur les terrains africains et a été doté d'un fonds de roulement de 25.000 livres. Le fonds sert à financer les enquêtes et la mise en place des services nécessaires pour pouvoir installer des industries dans certaines régions. Trois des membres du Comité sont des Africains.

Les industries les plus importantes comprennent des minoteries, des brasseries et des usines de ciment. On a commencé de produire du ciment en petites quantités en 1948; en 1953, la première grande usine de ciment est entrée en fonctionnement et une deuxième usine a été achevée en 1957. En 1954, une usine de fabrication de sacs et de toile d'emballage en jute importé a commencé de produire; une usine de margarine a été construite en 1955; en 1956, une usine de tabac d'un million de livres a commencé de fonctionner à Nairobi. En ce qui concerne les autres progrès industriels réalisés ces dernières années, il faut citer de nouvelles usines qui fabriqueront des fenêtres et des portes métalliques, du coton hydrophile et des pansements, des lits pliants à ressorts, des boulons et des écrous, des capsules et cachets de bouteilles, des récipients en carton, des biscuits et des boissons non alcoolisées. Un certain nombre de nouvelles fabriques de vêtements, produisant surtout pour le marché africain, ont également été ouvertes.

Production industrielle

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Ciment (tonnes)	17.748 <sup>a/</sup>	35.118	202.630
Sucre (tonnes)	9.924	16.608	20.820
Bière (milliers de gallons)	1.056	3.060	5.652
Tabac (tonnes)	-	7	262
Cigarettes (tonnes)	-	96	2.025

a/ Production pour 1948.

/...

## TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

### Routes

En 1956, le réseau routier comprenait approximativement 35.000 kilomètres de routes (dont 575 kilomètres asphaltés), contre 27.000 kilomètres en 1947 (dont 300 kilomètres asphaltés).

La Road Authority, créée en 1950, est responsable de la politique routière et administre un fonds routier. De 1946 à 1953, une somme totale de 4,3 millions de livres a été consacrée au développement routier, soit en moyenne 0,5 million de livres par an. Au cours de l'exercice 1955/56, les investissements routiers se sont élevés à 0,9 million de livres.

Le nombre des véhicules à moteur enregistrés est passé de 35.408 en 1950 à 67.670 en 1957.

### Chemins de fer et ports

En 1948, on a opéré la fusion de la Kenya and Uganda Railways and Harbours et des Tanganyika Railways and Ports Services pour en faire un service autonome et financièrement indépendant, relevant de la Haute Commission de l'Afrique orientale et désignée sous le nom d'Administration des chemins de fer et des ports de l'Afrique orientale.

Un programme de développement de 60 millions de livres entrepris par ladite Administration était en grande partie achevé vers la fin de 1957. Un nouveau matériel roulant, notamment des locomotives, avait été importé; les travaux portuaires exécutés dans le port de Mombasa étaient terminés et l'on disposait ainsi de nouveaux postes de mouillage en eau profonde, de quais, d'entrepôts et de lignes de triage. Les recettes de l'Administration, qui dépassaient à peine 9 millions de livres en 1948, se sont élevées à 22 millions de livres en 1957.

### Trafic assuré par l'Administration des chemins de fer et des ports de l'Afrique orientale

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Trafic marchandises du port de Mombasa :			
Importations (milliers de tonnes)	1.080	1.884	2.088
Exportations (milliers de tonnes)	792	888	1.032
Marchandises transportées par les services ferroviaires, maritimes et routiers (milliers de tonnes-milles)	807.876	1.439.532	1.679.532
Voyageurs (milliers)	4.644	5.796	6.456

### Transports aériens

L'activité de l'East African Airways Corporation donne une indication du développement de l'aviation civile. Le nombre des voyageurs transportés par la compagnie est passé de 9.400 en 1946 à 114.000 en 1957. Le volume de marchandises et de courrier transportés, qui était pratiquement nul en 1946, s'est élevé à 2.750 tonnes en 1957.

De 1952 à 1957, à l'aéroport de Nairobi (Eastleigh), le nombre moyen mensuel des arrivées et des départs d'avions est passé de 295 à 484; le nombre moyen mensuel de voyageurs au même aéroport est passé de 6.300 à 12.900.

Le nouvel aéroport d'Embakasi, près de Nairobi, l'un des plus importants d'Afrique, a été achevé au début de 1958.

### Communications

Le Département des postes et télégraphes d'Afrique orientale, qui est un service mixte pour le Kenya, l'Ouganda et le Tanganyika est devenu un service de la Haute Commission en 1948. En 1949, un Office consultatif des postes et télégraphes d'Afrique orientale a été constitué et le Département a été transformé en une Administration autonome des postes et télécommunications. Au début, toutes les branches des services ont souffert de la pénurie de personnel et de matériel; cependant, ces difficultés ont été surmontées au cours des années suivantes. L'ensemble des avoirs de l'Administration des postes et télécommunications de l'Afrique orientale qui était d'un million de livres en 1949, s'élevait à plus de 6 millions de livres en 1954.

Les services postaux du Kenya ont été étendus à de nouvelles régions; le nombre des bureaux de poste et des agences postales est passé de 168 en 1947 à 213 en 1956; le nombre de lettres, de cartes postales et d'imprimés distribués est passé de 56,7 millions en 1953 à 68 millions en 1956. Le réseau téléphonique a été étendu; un certain nombre de nouveaux centraux ont été ouverts et les centraux existants ont été agrandis; le nombre d'appareils téléphoniques, qui était de 7.514 en 1947, est passé à 29.577 en 1956.

### FINANCES PUBLIQUES

Les recettes et dépenses publiques sont réparties entre un budget ordinaire et un compte de développement. Depuis 1954, l'exercice va du 1er juillet au 30 juin.

Recettes et dépenses courantes  
(milliers de livres sterling)

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956/57</u>
Recettes	9.877	21.352	40.675
Dépenses	9.024	22.853	42.564
Principales catégories de recettes			
Droits de douane et de régie	4.254	7.465	11.346
Impôt sur le revenu	890	5.950	10.428
Capitation payée par les Africains et impôt personnel	682	1.285	2.042
Autres taxes, licences, droits de timbre	675	1.555	2.464
Subventions et prêts du Gouvernement du Royaume-Uni	-	-	4.000
Principaux postes de dépenses <sup>a/</sup>			
Dette publique	1.140	1.268	2.110
Agriculture	563	1.557	2.334
Transports	410	1.478	1.884
Enseignement	568	2.547	4.608
Santé	533	1.613	2.112

a/ Les dépenses sont classées d'après la nature des services et non d'après les crédits votés pour les différents Départements.

Dépenses de développement  
(milliers de livres sterling)

	<u>Premier plan de développement 1946-1953</u>	<u>Deuxième plan de développement 1er janvier 1954- 30 juin 1957</u>
Recettes		
Subventions des <u>Colonial Development and Welfare Funds</u>	3.635	1.710
Subvention de la Caisse de développement <u>colonial</u> - Plan Swynnerton	-	3.527
Prélèvements sur les recettes du Territoire	6.637	1.028
Contributions provenant de Fonds	4.902	297
Bénéfices des entreprises	282	168
Caisses de prêts	18.823	7.122
Divers	1.665	591
Subventions budgétaires	-	1.170
Subventions de l'Administration de coopération internationale	-	9
Recettes totales	<u>35.944</u>	<u>15.622</u>



Dépenses de développement (suite)  
(milliers de livres sterling)

	<u>Premier plan de développement 1946-1953</u>	<u>Deuxième plan de développement 1er janvier 1954- 30 juin 1957</u>
Dépenses		
Services économiques :		
Agriculture	7.029	8.251
Transports	4.976	4.054
Autres services	<u>3.036</u>	<u>1.474</u>
	15.041	13.779
Services sociaux :		
Enseignement	5.134	2.716
Santé	1.016	801
Habitation	<u>570</u>	<u>903</u>
	6.720	4.420
Administration, ordre public	1.164	2.660
Autres dépenses	<u>6.190</u>	<u>5.085</u>
Dépenses totales	29.115	25.944

Assistance financière extérieure

En plus des subventions et prêts mentionnés dans le tableau qui précède, le Gouvernement du Royaume-Uni a contribué pour la somme de 29,5 millions de livres au financement du Plan d'urgence pour la période 1952 à 1959.

La United Kingdom Colonial Development Corporation, créée en 1948, a entrepris au Kenya sept projets pour lesquels des crédits d'investissement s'élevant à près de 10 millions de livres ont été approuvés. Les projets comprennent une participation aux entreprises industrielles, le développement de l'énergie électrique, la construction hôtelière et un prêt pour le logement des Africains.

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement a accordé un prêt de 24 millions de dollars à la Haute Commission de l'Afrique orientale en 1955 pour aider à financer la modernisation et le développement des chemins de fer, des ports et des transports routiers.

/...

COMMERCE INTERNATIONAL

Il existe pour le Kenya, l'Ouganda et le Tanganyika un Département des douanes unifié qui relève de la Haute Commission de l'Afrique orientale. La législation locale a été remplacée par la loi sur le régime douanier de l'Afrique orientale (1952), qui est entrée en vigueur en 1954. Conformément aux dispositions des traités relatifs au bassin du Congo, le tarif des douanes n'est pas discriminatoire.

Depuis 1950, les conditions requises pour obtenir des licences d'importation pour les marchandises en provenance des pays à devises faibles ont été considérablement assouplies et, en 1951, un système de licences générales libres a été institué pour certaines importations en provenance des pays membres de l'Organisation européenne de coopération économique et de l'Union européenne des paiements. Les restrictions aux importations ont été encore atténuées depuis et, en 1957, 90 pour 100 des importations en provenance des pays de l'OECE ont été placées sous le régime des licences générales libres; d'autres pays qui ne font pas partie de la zone dollar ont obtenu les mêmes privilèges que les pays de l'OECE. Les importations en provenance de la zone dollar ont continué d'être limitées aux marchandises indispensables à l'économie du Territoire.

Importations et exportations  
(milliers de livres sterling)

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Importations, net <sup>a/</sup>	20.700	51.718	72.003
Exportations	9.618	19.521	26.361
Réexportations	5.217	3.417	4.887
Principales importations <sup>b/</sup>			
Produits alimentaires, boissons et tabac	1.472	5.482	6.141
Cotonnades	2.728	2.076	2.899
Tissus synthétiques	253	363	1.897

a/ Importations en provenance directe de pays ne faisant pas partie de l'Afrique orientale, plus marchandises importées ayant transité par un autre territoire d'Afrique orientale, moins marchandises importées et réexportées vers un autre territoire d'Afrique orientale.

b/ Les chiffres pour 1947 correspondent à la valeur nette des importations, diminuée de celle des réexportations vers les pays ne faisant pas partie de l'Afrique orientale.

Importations et exportations (suite)  
(milliers de livres sterling)

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Métaux communs et articles manufacturés			
à partir de ces métaux	2.740	9.294	9.285
Machines et matériel de transport	3.945	13.534	18.903
Combustibles minéraux et lubrifiants	1.091	6.337	9.616
Principales exportations			
Café	1.312	6.713	10.793
Thé	907	928	2.861
Sisal	1.361	2.482	2.078
Extrait d'écorce d'acacia	314	1.545	1.522
Cuirs et peaux	682	1.615	1.467
Carbonate de sodium	572	799	1.354

Provenance et destination des marchandises  
(pourcentage de la valeur)

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Provenance des importations			
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	39,7	51,5	46,1
Inde	10,3	4,3	7,5
Autres pays du Commonwealth britannique	18,0	13,0	14,5
Etats-Unis d'Amérique	14,8	5,2	3,7
Autres pays	17,2	26,0	28,2
Destination des exportations			
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	30,0	31,8	25,5
Inde	15,0	6,1	6,8
Autres pays du Commonwealth britannique	31,0	15,4	14,6
Allemagne (République fédérale d')	...	20,6	22,6
Etats-Unis d'Amérique	6,0	7,4	9,7
Autres pays	18,0	18,7	20,8

## CONDITIONS SOCIALES

### Relations raciales et culturelles

En vue d'éliminer les tensions raciales, on a cherché à développer la compréhension et la coopération entre les diverses communautés et pris des mesures pour abolir les lois et les pratiques discriminatoires.

Dans une déclaration d'intention qu'il a faite en 1954, le gouvernement est convenu, notamment, qu'il fallait encourager l'établissement de relations raciales harmonieuses et amicales et d'offrir à tous, indépendamment de leur race et de leur religion, des possibilités de progrès conformes à leur caractère et à leurs aptitudes. En 1955, on a aboli les corps de fonctionnaires distincts, constitués sur une base raciale et l'on a institué un corps de fonctionnaires multiracial unique. En vue de briser les barrières sociales existantes, on a créé en 1947 un Comité interracial chargé de construire un centre culturel ouvert à toutes les races; un cercle interracial, l'United Kenya Club, a été formé à Nairobi. D'autres organisations et institutions interraciales ont également été créées ces dernières années. Une école primaire interraciale et un collège technique interracial ont été ouverts à Nairobi en 1956.

### Condition de la femme

La condition de la femme africaine varie considérablement d'une tribu à l'autre, mais les barrières qui maintenaient traditionnellement les femmes dans une condition sociale inférieure tombent l'une après l'autre. La condition de la femme asiatique est à certains égards régie par la loi et la coutume musulmane ou hindoue. La condition de la femme européenne est analogue à celle des femmes du Royaume-Uni.

## MAIN-D'OEUVRE ET EMPLOI

Les principales difficultés tiennent à l'instabilité de la main-d'oeuvre non spécialisée et à la crise aiguë du logement dans les zones urbaines.

La main-d'oeuvre non spécialisée, qui est entièrement africaine, a conservé son caractère migratoire local. Quoique le nombre des Africains détribalisés augmente, leur grande majorité continue d'entretenir des liens personnels ou

/... (

familiaux avec le centre d'où ils sont originaires, parce qu'ils y voient une forme de sécurité, si bien qu'il est difficile d'obtenir une main-d'oeuvre stable. D'autre part, en raison de la pénurie de logements dans les villes et du système des salaires minimums "de célibataire" qui a été maintenu jusqu'en 1955, il était difficile aux hommes mariés de s'établir d'une façon définitive dans les zones urbaines.

Le principal fait nouveau au cours de la période considérée a été l'adoption, en 1954, d'une nouvelle politique vis-à-vis des travailleurs africains : on a adopté une formule plus généreuse pour calculer le salaire minimum et prévu un système grâce auquel un homme pourra gagner suffisamment pour entretenir sa famille; on a accepté le principe de la stabilisation de la main-d'oeuvre et organisé la vie urbaine de façon que l'individu puisse mener une existence satisfaisante et n'éprouve pas le besoin d'avoir de la terre ailleurs; enfin, on a reconnu la nécessité d'organiser des cours spéciaux de formation pour du personnel de surveillance africain.

Parmi les autres faits nouveaux importants, il faut citer l'établissement, en 1955, d'un nouveau barème des traitements pour les fonctionnaires, sans distinction de race; un accroissement substantiel du nombre des bureaux de placement; l'adoption, en 1952, d'un système d'épreuves pour l'octroi de certificats d'aptitude artisanale; l'introduction, dans un certain nombre d'entreprises industrielles, de la formation en cours d'emploi.

L'enseignement professionnel est donné dans des écoles techniques et industrielles et dans des centres de formation officiels. Le nombre des apprentis en cours de formation est passé de 1.089 en 1953 à 1.740 en 1956.

Les principales mesures relevant de la législation du travail qui ont été adoptées depuis 1946 sont les suivantes : la Workmen's Compensation Ordinance (1946); la Trade Disputes Ordinance (1948); la Trade Unions Registration Ordinance (1949); la Factories Ordinance (1950); la Regulation of Wages and Conditions of Employment Ordinance (1951).

#### Situation de l'emploi

Pendant la période considérée, il y a eu peu de chômage; on a pu observer un sous-emploi seulement chez les travailleurs du port de Mombasa.

/...

Il n'y a guère eu de migration organisée de la main-d'oeuvre à destination ou en provenance du Kenya, mais plusieurs milliers d'Africains du Kenya sont allés travailler dans l'Ouganda ou au Tanganyika comme domestiques ou dans les plantations de sisal.

Les salaires ont été augmentés dans les zones rurales comme dans les zones urbaines. Le salaire minimum légal payable à la main-d'oeuvre non spécialisée des neuf principales villes a été régulièrement relevé depuis 1955. On a pu constater, notamment dans les villes, que les salaires payables en espèces et "en nature" ont de plus en plus tendance à être payables seulement en espèces.

Nombre de salariés

(milliers)

	<u>Africains</u>			<u>Non-Africains</u>		
	<u>1946</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>	<u>1946</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Agriculture	197,0	211,3	251,1	1,5	1,8	2,4
Industrie privée et commerce	101,0	123,7	156,8	14,5	27,0	37,2
Services publics	<u>78,8</u>	<u>118,0</u>	<u>146,9</u>	<u>10,9</u>	<u>16,5</u>	<u>20,0</u>
Total	376,8	453,0	554,8	26,9	45,3	59,6

Salaires annuels moyens

(livres sterling)

Agriculture

	<u>1946</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Européens (hommes, à temps complet)	509	887	1.163
Asiatiques (hommes, à temps complet)	208	469	488
Africains (hommes et femmes)	13	24	34

Industrie privée et commerce

	<u>1946</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Européens (hommes, à temps complet)	701	1.186	1.470
Asiatiques (hommes, à temps complet)	219	391	478
Africains (hommes et femmes)	23	55	82

/...

## Services publics

	<u>1946</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Européens (hommes, à temps complet)	669	1.046	1.378
Asiatiques (hommes, à temps complet)	219	389	568
Africains (hommes et femmes)	22	61	85

Salaire minimum légal

(shillings par mois)

	<u>1947</u>	<u>1957</u>		<u>1957</u>	
		<u>Hommes âgés d'au moins 21 ans</u>		<u>Autres employés</u>	
	<u>Salaire total</u> <u>minimum en</u> <u>espèces a/</u>	<u>Salaire</u> <u>minimum</u> <u>de base</u>	<u>Allocation</u> <u>logement</u> <u>minimum</u>	<u>Salaire</u> <u>minimum</u> <u>de base</u>	<u>Allocation</u> <u>logement</u> <u>minimum</u>
Nairobi	38,00	85,00	20,00	75,00	13,00
Kisumu	28,00	78,50	14,50	69,00	9,00
Mombasa	40,00	79,50	18,50	70,00	12,00

a/ Des déductions de 5 shillings pour le logement et de 10 shillings pour les rations alimentaires ont pu être faites, lorsque l'employé a bénéficié de prestations "en nature".

Organisations professionnelles

Les syndicats et les associations patronales sont tenus de déposer leurs statuts aux termes de la Trade Unions Ordinance de 1952. Les syndicats africains se sont affiliés à la Fédération des syndicats enregistrés du Kenya, qui est elle-même affiliée à la Confédération internationale des syndicats libres. En 1954, la CISL a ouvert à Nairobi un bureau régional pour l'Afrique centrale et orientale.

Syndicats

	<u>Nombre de syndicats</u>			<u>Nombre d'adhérents</u>	
	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>	<u>1953</u>	<u>1957<sup>a/</sup></u>
Africains	2	7	11	31.117	15.282
Asiatiques	4	3	4	1.075	4.291
Africano-asiatiques	2	2	-	320	-
Européens	-	2	7	38	969
Interraciaux	-	-	2	-	357

a/ Ayant payé leurs cotisations.

En 1957, il existait sept organisations patronales : une européenne, quatre européo-asiatiques, une asiatique et une africaine.

Une procédure de consultation et de négociation mixtes a été instituée; outre le Conseil mixte industriel pour le port de Mombasa et les comités Whitley pour les services gouvernementaux, de nombreux conseils d'entreprises et comités mixtes du personnel ont été créés pour entreprendre des négociations au sujet des salaires et des conditions d'emploi.

Les conflits du travail ont été dans la plupart des cas d'importance secondaire et ont été tranchés grâce à l'intervention de fonctionnaires du Département du travail. Les conflits les plus importants, comme la grève du port de Mombasa en 1955, à laquelle ont pris part 17.852 travailleurs, ont été réglés grâce à la procédure prévue par la Trades Disputes Ordinance et l'Essential Services Arbitration Ordinance.

#### Conflits du travail

	<u>1948</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Nombre d'arrêts du travail	87	39	77
Nombre de travailleurs en cause	7.287	3.221	21.954
Journées de travail perdues	10.885	2.674	25.391

#### COOPERATIVES

Le mouvement coopératif joue un rôle important dans la vie économique des agriculteurs européens depuis de nombreuses années. Pour les Africains, le développement des coopératives remonte à la promulgation, en 1945, de la Co-operative Societies Ordinance et à la nomination d'un commissaire aux coopératives. La création de sociétés de vente groupant les producteurs a été le fait le plus marquant tant pour les Européens que pour les Africains. Dans le cas des premiers, le nombre d'adhérents est passé de 4.385 en 1948 à 61.581 en 1956.

Récemment, certaines sociétés qui étaient enregistrées comme européennes ont commencé à accepter des membres africains. Une école de coopération pour la formation d'instructeurs africains a été ouverte en 1952 à la Jeanes School de Kabete.



Nombre de coopératives

	<u>1948</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Africaines	92	278	443
Asiatiques	11	10	12
Européennes	8	10	12

Coopératives africaines

	<u>1948</u>	<u>1953</u>	<u>1957</u>
Coopératives de vente	75	260	417
Coopératives de consommation	11	11	12
Magasins économiques	6	7	13
Transport	-	-	1

## NIVEAU DE VIE

Indice des prix de détail des principaux  
produits consommés par les Africains de  
Mombasa

Août 1939 = 100	
1947 (31 décembre)	198
1953 (31 décembre)	324

Indice du coût de la vie  
à Nairobi  
(Fonctionnaires européens)

Août 1939 = 100	
1947 (31 décembre)	175
1953 (31 décembre)	248
1957 (31 décembre)	288

Origines des revenus<sup>a/</sup>

(évaluation, en millions de livres sterling)

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1957<sup>b/</sup></u>
Bénéfices et excédents			
Bénéfices, intérêts et gains des			
travailleurs indépendants	14,0	32,4	48,7
Services publics	<u>1,1</u>	<u>1,6</u>	<u>2,7</u>
Total	15,1	34,0	51,4
Loyers	1,8	3,8	6,0
Traitements et salaires	18,2	42,9	74,2
Produits agricoles vendus par			
les Africains	2,5	4,5	6,8
Agriculture africaine de subsistance	<u>15,4</u>	<u>24,2</u>	<u>31,5</u>
Total général	53,0	109,4	169,9

a/ Les chiffres se rapportent à l'activité économique sur le territoire même du Kenya, compte non tenu des destinataires définitifs.

b/ Evaluations provisoires.

/...

## URBANISME, AMENAGEMENT DES CAMPAGNES ET HABITATION

La croissance et l'industrialisation rapides des villes depuis la fin de la guerre ont provoqué un afflux de travailleurs qui a largement dépassé les possibilités de logement. Le problème le plus important a été la pénurie de logements pour les citoyens africains, encore que la situation à cet égard ait été difficile aussi pour les Européens et les Asiatiques.

Pour aider à l'exécution des projets de logement africain, une dotation de 400.000 livres a été faite en 1953 au Fonds de logement et un prêt de 2 millions de livres a été consenti par la Colonial Development Corporation. Un Office central du logement a été institué pour gérer ces fonds et consentir des prêts aux autorités locales et aux Africains pour la construction de maisons.

De 1952 à 1954, les autorités locales ont fourni des logements pour 16.000 Africains, moyennant une dépense d'environ 1 million de livres sterling. Les projets achevés au cours de ces dernières années comprennent la construction d'immeubles locatifs à Mombasa, qui ont coûté 300.000 livres et où logent 4.000 personnes, et d'immeubles à Nakuru, pour 1.200 personnes. En 1956, on a entrepris, à Nairobi l'exécution d'un projet de logement pour Africains, qui prévoit la construction de 5.000 maisons préfabriquées pouvant abriter 25.000 personnes. Le coût total est évalué à 2,4 millions de livres, dont 1 million sera fourni par l'Office central du logement.

Le gouvernement, diverses autorités de l'Afrique orientale et des entreprises privées fournissent également des logements à leurs employés. On a estimé, en 1956, que 67 pour 100 des fonctionnaires et 51 pour 100 des personnes employées dans le secteur privé occupaient des logements de ce type.

## SECURITE SOCIALE ET SERVICES SOCIAUX

La Workmen's Compensation Ordinance relative aux accidents du travail et aux maladies professionnelles a été mise en vigueur en 1947. En 1956, un comité a été chargé d'étudier la question de la sécurité sociale des employés âgés.

Dans les régions rurales, la protection familiale de l'Africain dépend avant tout de l'organisation tribale, qui assure la sécurité des vieillards, des infirmes et des indigents. Dans les villes, la Fédération des services sociaux a entrepris de coordonner les différents services sociaux; elle compte 35 organisations affiliées, dont des organismes d'administration locale et des associations bénévoles. Les secours aux Européens et aux Asiatiques nécessiteux sont dispensés par un organisme spécial qui dépend du Ministère de l'intérieur, de la santé et de l'habitation.

Une ordonnance visant à empêcher que les enfants soient maltraités ou abandonnés a été promulguée en 1955 et une société interracial de protection de l'enfance s'est constituée aux mêmes fins. Le Fonds d'assistance à l'enfance, créé en 1954 par la Fédération des services sociaux, est venu en aide à plus de 800 enfants africains sans foyer pendant la période 1954 à 1956. Les missions ont ouvert à Nairobi six centres communautaires qui aident également à prendre soin des orphelins et des vieillards.

## DEVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE

Le Ministère du développement communautaire et de la réadaptation est chargé de stimuler le développement communautaire. Ses attributions comprennent l'encouragement de projets d'amélioration rurale, l'organisation de groupes féminins, l'éducation des adultes et le développement de diverses formes d'activités de nature à susciter l'intérêt actif des Africains et à les inciter à relever leur niveau de vie.

En 1955, la compétence du Ministère du développement communautaire a été étendue aux services de probation, aux écoles agréées, aux centres de surveillance et à la rééducation des détenus.

Des animateurs de la collectivité, des organisatrices de clubs féminins et des monitrices d'économie domestique reçoivent une formation dans les Jeanes Schools.

/...

Une Division de l'enseignement sanitaire a été créée en 1954; avec l'aide financière du FISE, elle a préparé et diffusé de la documentation sur la nutrition et l'hygiène des enfants.

La tuberculose demeure la maladie contagieuse la plus importante. En 1956, 708 lits étaient réservés, dans les hôpitaux d'Etat, aux tuberculeux. Un spécialiste de la tuberculose a été chargé de contrôler ce que les dispensaires font pour les malades recevant un traitement à domicile. Un programme de lutte antipaludique a été exécuté en 1952 et 1953 dans les zones rurales, avec l'aide du FISE et de l'Organisation mondiale de la santé. Tous les malades atteints de lèpre sont enregistrés et sont traités aux sulfones. Les maladies vénériennes sont traitées dans tous les dispensaires. On trouve des services de protection maternelle et infantile dans tous les hôpitaux et dans les centres ruraux de santé.

Certaines carences alimentaires sont fréquentes et il y a tout lieu de croire que le kwashiorkor est répandu.

Les réseaux d'égouts ont été constamment étendus et l'approvisionnement en eau de beaucoup de villes et de régions rurales a été amélioré. Dans toutes les agglomérations urbaines et dans certaines régions rurales, la viande et les autres denrées alimentaires sont régulièrement inspectées.

Dépenses

(milliers de livres sterling)

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956/57</u>
Département médical .....	479	1.244	1.703
Autres dépenses publiques concernant la santé .....	54	369	409
Dépenses d'équipement du Fonds de dévelop- pement .....	40	231	281
Administration locale dans les régions non indigènes .....	...	456	352
Conseils de district africains .....	...	172	355

Personnel médical et sanitaire

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956/57</u>		
	Services de santé publique	Services de santé publique	Autres <sup>a/</sup>	Services de santé publique	Autres <sup>a/</sup>
Médecins diplômés .....	240	106	420	134	372
Médecins agréés .....		-	7	18	21
Aides-chirurgiens .....	34	44	-	32	-
Médecins auxiliaires africains.		18	-	11	-
Infirmières diplômées .....	76	142	236	176	501
Infirmières agréées .....		191	11	775	200
Infirmières ayant une formation partielle .....		338	...	532	161
Sages-femmes diplômées.....		110	154	158	281
Sages-femmes agréées .....	76	82	105	98	36
Pharmaciens .....		5	79	7	138
Personnel de laboratoire et radiologues .....		18	...	23	...
Inspecteurs d'hygiène .....	6	44	-	25	-

a/ Y compris le personnel des missions.

Etablissements hospitaliers

	<u>Etablissements</u>			<u>Lits</u>		
	<u>1949</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>	<u>1949</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Hôpitaux d'Etat						
Hôpitaux de province et de district.....	49	56	57	4.093	4.926	5.160
Dispensaires avec lits..	3	4	12	36	40	124
Hôpitaux pour maladies contagieuses .....	2	2	2	364	340	294 <sup>a/</sup>
Hôpital pour tuberculeux	-	1	1	-	127	175
Hôpital psychiatrique...	1	1	1	465	575	552
Centre orthopédique.....	1	1	1	...	102	40
Léproseries .....	1	2	2	...	190	109
Hôpitaux des missions .....	22	25	...	811	1.173	1.173
Etablissements privés .....	14	20	...	294	495	633

a/ Y compris 120 lits pour tuberculeux à l'hôpital de Nairobi.

Nombre de lits, par groupes raciaux

	<u>1949</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>	<u>1949</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>	<u>1949</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Hôpitaux d'Etat	4.281	5.871	6.049	129	303	335	83	126	70
Hôpitaux des missions.....	811	1.173	1.173	-	-	-	-	-	-
Hôpitaux privés	107	67	67	31	73	103	156	355	463

## CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

Les enfants des principaux groupes raciaux sont élevés dans des écoles séparées. Une école primaire interr raciale a été ouverte à Nairobi en 1956.

L'instruction est obligatoire pour les enfants européens de sept à quinze ans et, dans les trois principales villes, pour les enfants asiatiques du même âge. On cherche à donner une instruction à tous les enfants africains d'âge scolaire vivant à Nairobi.

En 1949, un comité nommé par le gouvernement a recommandé de réorganiser le système scolaire applicable aux enfants africains : un cycle primaire d'une durée de quatre ans devait être suivi d'un cycle moyen d'une durée de quatre ans également, ces huit années étant suivies par l'accès aux études secondaires. Le Comité a également recommandé de créer treize écoles secondaires complètes pour garçons et deux écoles secondaires complètes pour filles, de développer la formation du personnel enseignant et de créer des conseils régionaux et de district de l'enseignement. Le rapport du Comité a été approuvé en 1950 et une nouvelle Education Ordinance a été promulguée en 1952 pour appliquer ces recommandations.

Le Ministère de l'éducation, du travail et des terres, créé en 1954, est chargé de toutes les questions d'enseignement. Pour formuler sa politique, le Ministre est assisté de conseils consultatifs de l'enseignement, africain, arabe, asiatique, européen et goan, qui comprennent des fonctionnaires et des représentants des collectivités intéressées. Il existe également des conseils consultatifs pour l'enseignement supérieur, l'enseignement technique et l'enseignement professionnel. Le Département de l'enseignement est administré par un directeur, assisté d'un directeur adjoint et de cinq sous-directeurs pour l'enseignement africain, asiatique, européen, technique et féminin, respectivement. Des conseils régionaux et de district de l'enseignement, où les Africains sont représentés, donnent des avis au directeur sur l'organisation et le financement.

Aux stades primaire et moyen, la majorité des écoles africaines relèvent des missions, les frais de gestion des écoles reconnues étant à la charge de l'Etat. Les missions et les pouvoirs publics ont un rôle d'importance égale dans l'enseignement secondaire, les frais de gestion étant à la charge de l'Etat. La plupart des écoles asiatiques relèvent de communautés religieuses; ces écoles peuvent

/...

recevoir des subventions pour engager des dépenses d'équipement approuvées; les subventions ordinaires correspondent à la différence entre les dépenses des écoles et les recettes provenant des frais de scolarité. En ce qui concerne l'enseignement européen, il existe des écoles d'Etat et des écoles privées, dont certaines sont subventionnées. Les frais de scolarité dans les écoles d'Etat sont les suivants :

	<u>Ecoles africaines</u>	<u>Ecoles asiatiques</u>	<u>Ecoles européennes</u>
Enseignement primaire	£1,0s.	£4,19s.	£105,0s.
Enseignement secondaire	£12,10s.	£13,1s.	£123,0s.

Dans les écoles européennes et dans les écoles secondaires africaines, les frais de scolarité comprennent la pension. Des bourses d'entretien sont accordées sans considération de race; dans les écoles secondaires africaines, les conseils de district africains accordent des bourses aux élèves qui en ont besoin.

L'enseignement destiné aux Européens et aux Asiatiques comprend un cycle primaire d'une durée de sept ans, suivi d'un cycle secondaire d'une durée de quatre ans et aboutissant à l'examen du School Certificate; puis, un cycle de deux ans conduit à l'examen du Higher School Certificate. Pour les Arabes, l'organisation de l'enseignement est la même que pour les Européens et les Asiatiques jusqu'au School Certificate; les étudiants arabes peuvent ensuite poursuivre leurs études au Collège de Makerere.

L'enseignement destiné aux Africains comprend trois cycles de quatre ans, primaire, moyen et secondaire; à la fin de chaque cycle, 20 pour 100 des élèves poursuivent leurs études. Dans les régions urbaines, les élèves peuvent suivre deux années supplémentaires d'enseignement primaire s'ils n'ont pas réussi à entrer au cours moyen. L'enseignement primaire et moyen est dispensé dans des externats par un personnel africain. Toutefois, pour encourager l'instruction des filles, il existe 34 pensionnats du cours moyen pour filles (chacun de ces pensionnats compte deux instituteurs ou institutrices européens). Toutes les écoles secondaires sont des pensionnats.

La langue d'enseignement dans les écoles primaires est la langue maternelle des élèves, mais l'anglais y est enseigné comme langue étrangère le plus tôt possible. Il devient la langue d'enseignement après les six ou sept premières années.



Les étudiants africains qui ont terminé leurs études du moyen degré peuvent suivre l'enseignement technique dans quatre écoles professionnelles. On y enseigne dix métiers, et les cours durent de trois à quatre ans. Deux écoles secondaires pour les Asiatiques préparent en deux ans au School Certificate, le programme des cours comprenant des matières techniques et commerciales. L'Institut musulman de Mombasa donne un enseignement technique portant notamment sur le matelotage et la navigation.

L'enseignement supérieur est dispensé au Collège universitaire d'Afrique orientale à Makerere, en Ouganda, et au Collège technique royal interracial de Nairobi, qui a été ouvert en 1956. Des bourses d'enseignement supérieur à l'étranger sont accordées aux étudiants de toutes races.

Il existe pour les Africains des cours de formation du personnel enseignant qui durent deux ans et qui sont organisés à trois niveaux différents. Le personnel enseignant asiatique est formé dans trois établissements. Les étudiants arabes sont admis au Centre de formation pédagogique asiatique de Mombasa et un petit groupe d'étudiantes européennes sont formées, dans une école privée, aux méthodes pédagogiques de Froebel.

L'éducation des adultes dans les régions africaines est surtout dirigée par les spécialistes du développement communautaire. Le Département de l'enseignement a entrepris deux projets d'alphabétisation des adultes, l'un dans le district de Machakos en 1954, l'autre dans le Nyanza du sud en 1955; les cours sont faits dans la langue vernaculaire (Kamba) et en anglais. A Nairobi et à Mombasa, il existe des classes du soir complémentaires, comprenant des cours élémentaires généraux destinés aux Africains.

Les chiffres suivants montrent les progrès accomplis dans le domaine de l'enseignement africain : de 1946 à 1957, le nombre des écoles primaires africaines est passé de 2.259 à 3.898; le nombre des élèves fréquentant ces écoles est passé de 208.000 en 1946 à 500.000 en 1957. En 1946, deux écoles secondaires seulement dispensaient des cours complets menant au Cambridge School Certificate; en 1957, 15 écoles secondaires donnaient un cours complet d'une durée de quatre ans. Le nombre des élèves des établissements secondaires est passé de 395 à 3.316 en 1957. Les enseignants africains étaient au nombre de 4.810 en 1946



(dont 32 diplômés des universités); dix ans plus tard, ils étaient au nombre de 10.263 (dont 167 diplômés des universités).

Dépenses

(milliers de livres sterling)

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956/57</u>
Département de l'enseignement	538	2.472	4.555
Autres dépenses publiques concernant l'enseignement	30	75	53
Dépenses d'équipement du Fonds de développement	138	811	805
Conseils de district africains	105	287	294

Dépenses du Département de l'enseignement,  
par groupes raciaux

	<u>1947</u>	<u>1953</u>	<u>1956/57<sup>a/</sup></u>
Africains	161	1.202	2.130
Asiatiques	109	525	844
Arabes	10	59	63
Européens	179	623	881
Enseignement supérieur (interracial)	...	10	382
Autres dépenses	79	53	255
	<u>538</u>	<u>2.472</u>	<u>4.555</u>

a/ Dépenses brutes; les dépenses nettes se sont élevées à 3.875.450 livres, la différence étant couverte par les frais de scolarité qui se répartissent comme suit : Africains, 31.270 livres; Asiatiques, 148.849 livres; Arabes, 2.984 livres; Européens, 496.510 livres.

Personnel enseignant

	<u>1946</u>	<u>1953</u>	<u>1956</u>
Ecoles africaines			
Titulaires d'un diplôme universitaire	102	167	285
Diplômés des écoles normales	2.130	5.464	7.391
Personnel non diplômé	<u>2.762</u>	<u>2.880</u>	<u>2.596</u>
Total	4.994	8.511	10.272
Ecoles asiatiques			
Titulaires d'un diplôme universitaire	99	318	485
Diplômés des écoles normales	101	504	671
Personnel non diplômé	<u>335</u>	<u>304</u>	<u>289</u>
Total	535	1.126	1.445
Ecoles arabes			
Titulaires d'un diplôme universitaire	7	16	14
Diplômés des écoles normales	15	55	60
Personnel non diplômé	<u>19</u>	<u>70</u>	<u>32</u>
Total	41	141	106
Ecoles européennes			
Titulaires d'un diplôme universitaire	77	184	191
Diplômés des écoles normales	65	217	311
Personnel non diplômé	<u>72</u>	<u>12</u>	<u>-</u>
Total	214	413	502

Dans les écoles européennes, le personnel est entièrement européen. Le personnel enseignant asiatique, arabe et africain prédomine dans les écoles de ces divers groupes.

INSTITUTIONS CULTURELLES ET INFORMATION DES MASSES

En dehors des trois bibliothèques publiques qui existent dans de grandes villes, le Département de l'éducation a organisé des bibliothèques dans les écoles. Le Service culturel de l'Afrique orientale a organisé une bibliothèque circulante pour les écoles, les centres sociaux et les prisons et adressé des ouvrages à ses abonnés par la poste.

Parmi les institutions culturelles, on compte le Musée Coryndon, la Société des arts et métiers du Kenya et un conservatoire de musique. Le Centre culturel interracial du Kenya et le Théâtre national ont été créés en 1951; en 1954, une compagnie d'acteurs africains a joué pour la première fois au Festival du Théâtre national.

Les principaux journaux et périodiques publiés en 1957 comprenaient onze publications en anglais (trois quotidiens et huit périodiques), deux en anglais et goudjerati (un quotidien et un hebdomadaire), quatre hebdomadaires en souahéli et sept publications hebdomadaires dans différentes langues africaines.

Des salles de cinéma existent dans la plupart des centres importants; leur nombre est passé de quatorze en 1951 à vingt-neuf en 1957. Le Département de l'information assure le fonctionnement de cinémathèques gratuites, auxquelles les missions, les écoles, les entreprises agricoles et industrielles empruntent régulièrement des films. En 1957, les établissements d'enseignement ont disposé de cinquante-trois projecteurs et les centres de services sociaux et les écoles de cent cinquante-cinq projecteurs de films fixes.

Depuis 1954, quatre stations de radiodiffusion africaines ont été créées par le Département de l'information; ces stations émettent six heures par jour en sept langues africaines et en arabe; en 1947, la durée hebdomadaire des émissions africaines en kikuyu et en souahéli n'était que de quatre heures. Les programmes européens et asiatiques sont transmis par la station de radiodiffusion de la Cable and Wireless de Nairobi. Le Département de l'information a distribué plusieurs milliers de postes récepteurs aux Africains; le nombre des postes récepteurs autorisés atteignait 30.000 en 1957, contre 7.206 en 1946.

-----